

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL
DU 26 JUIN 2019
CONCERNANT LES FRAIS DE TRANSPORT
(CP 215)**

Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux employés des entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

Article 2

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace la convention collective de travail du 29 août 2017 fixant l'intervention dans les frais de transport des employés (numéro d'enregistrement 142261/CO/215).

Elle peut être dénoncée par l'une des parties signataires, moyennant un préavis de 3 mois, à signifier par une lettre recommandée à la poste, adressée au président de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'Habillement et de la Confection et aux organisations représentées au sein de cette commission paritaire.

I. TRANSPORTS EN COMMUN PUBLIC

Article 3 : Transports en commun publics par chemin de fer.

En ce qui concerne le transport organisé par la S.N.C.B., l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport utilisé sera calculée sur la base du tableau avec des montants forfaitaires, repris à l'article 3 de la convention collective de travail n° 19 /9 du 23 avril 2019 du Conseil National du Travail relative à la contribution financière des employeurs dans le prix du transport en commun des travailleurs.

Article 4 : Transports en commun publics autres que les chemins de fer.

En ce qui concerne les transports en commun publics autres que les chemins de fer, l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements, pour les déplacements à partir de 5 km sera calculés à partir de la halte de départ, sera déterminée suivant les modalités fixées ci-après :

- a) lorsque le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport utilisé sera calculée sur la base du tableau avec des montants forfaitaires, repris à l'article 3 de la convention collective de travail n° 19 /9 précitée, sans toutefois excéder 75% du prix réel du transport ;
- b) lorsque le prix est fixé quelle que soit la distance, l'intervention de l'employeur est déterminée de manière forfaitaire et atteint 71,8% du prix effectivement payé par le travailleur, sans toutefois excéder le montant de l'intervention de l'employeur calculée sur la base du tableau avec des montants forfaitaires, repris à l'article 3 de la convention collective de travail n° 19 /9 précitée, pour une distance de 7 km.

A partir du 1 juillet 2020, le seuil minimal de 5 km est supprimé par la convention collective de travail n° 19 /9 précitée.

Article 5 : Transports en commun publics combinés.

Lorsque le travailleur combine le train et un ou plusieurs autres moyens de transport en commun public et qu'un seul titre de transport est délivré pour couvrir la distance totale - sans que dans ce titre de transport, une subdivision soit faite par moyen de transport en commun public -, l'intervention de l'employeur sera calculée sur base du tableau visé à l'article 3.

Article 6

Dans tous les cas autres que celui visé à l'article 5, où le travailleur utilise plusieurs moyens de transport en commun public, l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue est calculée comme suit :

après que l'intervention de l'employeur, en ce qui concerne chaque moyen de transport en commun public qu'utilise le travailleur a été calculée conformément aux dispositions des articles 3, 4a, 4b et 5 de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'additionner les montants ainsi obtenus afin de déterminer l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue.

Article 7 : Epoque de remboursement.

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport supportés par les travailleurs sera payée mensuellement.

Article 8 : Modalités de remboursement.

- a) Les travailleurs présentent aux employeurs une déclaration signée certifiant qu'ils utilisent régulièrement, sur une distance égale ou supérieure à 5 km, un moyen de transport en commun public pour se déplacer de leur domicile à leur lieu de travail ; en outre, ils précisent, si possible, le kilométrage effectivement parcouru.
- b) Les travailleurs doivent signaler dans les plus brefs délais toute modification de cette situation de la même manière.
- c) L'employeur peut à tout moment contrôler si la déclaration d'un travailleur correspond à la réalité.

Article 9

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport sera payée sur présentation des titres de transport, délivrés par la S.N.C.B. et/ou les autres sociétés de transport en commun public.

II - MOYENS DE TRANSPORT PRIVE

Article 10 : Généralités

Les employés concernés présentent à l'employeur une déclaration signée certifiant qu'ils utilisent régulièrement un moyen de transport privé pour se déplacer de leur domicile au lieu de travail, avec mention de la distance exacte parcourue entre le domicile et le lieu de travail, ainsi que la nature du moyen de transport qu'ils utilisent pour se déplacer entre le domicile et le lieu de travail. L'absence d'une telle déclaration signée ne constitue pas une raison pour ne pas payer d'intervention dans les frais de transport.

Le nombre de kilomètres à prendre en considération est déterminé de commun accord au niveau de l'entreprise et mentionné sur la déclaration précitée.

Les travailleurs doivent signaler dans les plus brefs délais toute modification de cette situation de la même manière.

L'employeur peut à tout moment contrôler si la déclaration d'un travailleur correspond à la réalité.

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport supportés par les travailleurs sera payée au moins une fois par mois.

L'intervention de l'employeur a lieu seulement pour les jours de présence au travail.

Article 11 : moyen de transport privé à l'exception du vélo

§ 1 Dans les entreprises qui ne mettent pas de moyen de transport collectif à la disposition des employés, les modalités d'intervention des employeurs sont fixées comme suit pour les employés dont la rémunération brute annuelle ne dépasse pas le montant prévu au § 3 de cet article, calculé selon l'annexe de la présente convention collective de travail et qui utilisent un moyen de transport privé, à l'exception des vélos, pour autant que la distance la plus courte à parcourir de leur domicile au lieu de travail en une seule direction, atteigne ou dépasse 5 km:

§ 2. L'intervention de l'employeur est égale à 50% du prix de la carte train, assimilée à l'abonnement social, visé à l'article 3 de l'Arrêté Ministériel du 10 décembre 1990 modifiant les prix à percevoir pour le transport des voyageurs sur le réseau de la SNCB, pour le nombre de kilomètres correspondant.

L'intervention de l'employeur ne pourra toutefois être supérieure, pour un même nombre de kilomètres, à l'intervention sur base du barème visé à l'article 3 de la présente convention collective de travail.

§ 3. A dater du 1^{er} janvier 2018, le montant de la rémunération brute annuelle, visée au § 1, est porté à 36.300 euros.

§ 4. L'annexe à la présente convention collective de travail, visée à l'article 10 § 1 fait partie intégrante de la présente convention collective de travail.

Article 12 : vélo

Lorsque le travailleur utilise le vélo pour se déplacer, une indemnité vélo de 0,10 euro par kilomètre est octroyée pour la distance aller-retour domicile-lieu de travail, sans préjudice d'arrangements plus favorables au niveau de l'entreprise.

III - TRANSPORT ORGANISE PAR LES ENTREPRISES AVEC LA PARTICIPATION FINANCIERE DES EMPLOYES OU ORGANISE PAR LES ENTREPRISES A LEUR CHARGE EXCLUSIVE POUR UNE PARTIE DU TRAJET.

Article 13

Lorsque l'employeur organise le transport avec la participation financière des travailleurs ou lorsque l'employeur organise une partie du trajet à ses frais exclusifs, il convient de rechercher, en ce qui concerne la participation de l'employeur aux frais de transport des travailleurs, une solution qui s'inspire des dispositions de la présente convention et par les considérations suivantes :

- pour le transport organisé par les entreprises avec la participation financière des employés, l'intervention des entreprises est calculée en tenant compte des charges supportées déjà par les entreprises pour l'organisation de ce transport ;
- pour le transport organisé par les entreprises à leur charge exclusive pour une partie du trajet et au cas où les employés utilisent également des moyens de transport en commun public, l'intervention de l'employeur est calculée sur base de la distance totale effectuée avec un moyen de transport en commun en soustrayant toutefois les frais supportés déjà par l'entreprise pour le transport organisé par celle-ci ;

- l'intervention financière des employés ne pourra toutefois être supérieure au montant, fixé comme intervention de l'employeur à l'article 3 de la présente convention collective de travail ;
- les droits acquis pour les employés restent toutefois maintenus.

IV - INTERVENTION POUR TOUS LES TRAVAILLEURS

Article 14

Une indemnisation de 0,2479 euro par journée de travail prestée effectivement sera en plus accordée à tous les employés, à l'exclusion de ceux qui disposent d'une voiture de société et d'une carte essence, indépendamment du moyen de transport de et vers le lieu de travail.

**ANNEXE A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LES FRAIS DE
TRANSPORT DES EMPLOYES**

L'estimation de la rémunération annuelle brute visée à l'article 11 doit comprendre :

1° les éléments fixes : le traitement mensuel brut, y compris d'éventuels compléments tels que l'indemnité pour connaissance et utilisation des deux langues nationales. Il est tenu compte de la partie mobile allouée en fonction de l'indice des prix à la consommation. Le montant annuel brut s'obtient en multipliant par 12 les éléments fixes se rapportant au premier mois pour lequel l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs est demandée, même si l'employé ne travaille pas pendant 12 mois ;

2° les éléments variables :

a) par mois : commissions, primes, heures supplémentaires, etc...

Il y a lieu de se baser sur les chiffres bruts, ayant trait aux 12 derniers mois. Si l'employé n'a pas travaillé 12 mois, le montant à prendre en considération s'obtient en multipliant par 12 la moyenne mensuelle des mois de travail effectif.

b) par an : commissions, primes, 13^e mois et autres gratifications que certains employeurs accordent une ou plusieurs fois par an à leur personnel, en vertu d'un accord ou de l'usage.

Les montants bruts alloués pendant les 12 derniers mois sont à ajouter à la somme des montants annuels bruts, visés aux 1° et 2° a).

L'estimation de la rémunération annuelle brute ne doit pas comprendre :

1° les suppléments à caractère social, tels que les indemnités de résidence et de foyer, les allocations familiales, le pécule de vacances ;

2° les indemnités allouées en remboursement de frais (frais de déplacement, frais de représentation, etc.) ;

3° les pensions de toute nature.

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 26 JUNI 2019 BETREFFENDE DE VERVOERSKOSTEN (PC 215)

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de bedienden van de ondernemingen welke onder het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf ressorteren.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 september 2019 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 augustus 2017 tot vaststelling van de tussenkomst in de vervoerskosten van de bedienden (142261/CO/215).

Zij kan door één der ondertekenende partijen worden opgezegd, mits een vooropzeg van 3 maand, te betekenen bij aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf en aan de in dit paritair comité vertegenwoordigde organisaties.

I. OPENBAAR VERVOER

Artikel 3: Gemeenschappelijk openbaar treinvervoer.

Wat het door de N.M.B.S. georganiseerde vervoer betreft, zal de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het gebruikte vervoerbewijs berekend worden op basis van de tabel met forfaitaire bedragen, opgenomen in artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 /9 van 23 april 2019 van de Nationale Arbeidsraad betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het gemeenschappelijk openbaar vervoer van de werknemers.

Artikel 4: Gemeenschappelijk openbaar vervoer, met uitzondering van het treinvervoer

Voor wat betreft het gemeenschappelijk openbaar vervoer, met uitzondering van het treinvervoer, zal de bijdrage van de werkgever in de prijs van de abonnementen voor de verplaatsingen vanaf 5 km, berekend vanaf de vertrekhalte, vastgesteld worden volgens de hierna vastgestelde modaliteiten:

- a) wanneer de prijs van het vervoer in verhouding tot de afstand staat, wordt de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het gebruikte vervoerbewijs berekend op basis van de tabel met forfaitaire bedragen, opgenomen in artikel 3 van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 /9 , zonder evenwel 75 % van de werkelijke vervoerprijs te overschrijden.
- b) wanneer de prijs een eenheidsprijs is, ongeacht de afstand, wordt de bijdrage van de werkgever forfaitair vastgesteld en bedraagt zij 71,8 % van de effectief door de werknemer betaalde prijs, zonder evenwel het bedrag van de werkgeverstussenkomst berekend op basis van de tabel met forfaitaire bedragen, opgenomen in artikel 3 van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 /9 , voor een afstand van 7 km te overschrijden.

Vanaf 1 juli 2020 wordt minimumgrens van 5 km opgehoft door voormelde cao 19/9 van 23 april 2019.

Artikel 5: Gecombineerd gemeenschappelijk openbaar vervoer

Ingeval de werknemer gebruik maakt van een combinatie van de trein en één of meerdere andere gemeenschappelijke openbaar vervoermiddelen dan de trein, en er wordt slechts één vervoerbewijs afgeleverd voor het geheel van de afstand - zonder dat in dit vervoerbewijs een onderverdeling wordt gemaakt per gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel - wordt de bijdrage van de werkgever berekend op basis van de tabel, bedoeld in artikel 3.

Artikel 6

In elk ander geval dat de werknemer meer dan één gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel gebruikt dan voorzien in artikel 5, wordt de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afstand als volgt berekend:

nadat met betrekking tot elk afzonderlijk gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel waarvan de werknemer gebruik maakt de bijdrage van de werkgever is berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 3, 4a, 4b en 5 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, worden de aldus bekomen bedragen bij elkaar opgeteld om de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afgelegde afstand vast te stellen.

Artikel 7: Terugbetalingstijdstip

De bijdrage van de werkgever in de door de werknemers gedragen vervoerkosten zal maandelijks betaald worden.

Artikel 8: Modaliteiten van terugbetaling

- a) De werknemers leggen aan de werkgevers een ondertekende verklaring voor waarin verzekerd wordt dat zij geregeld over een afstand gelijk aan of hoger dan 5 km een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel benutten om zich van hun woonplaats naar hun plaats van tewerkstelling te begeven; bovendien preciseren zij, indien mogelijk, het aantal effectief gereden kilometers.
- b) De werknemers moeten iedere wijziging van deze toestand in de kortst mogelijke tijd op dezelfde wijze mededelen.
- c) De werkgever mag op elk ogenblik nagaan of de verklaring van een werknemer met de werkelijkheid strookt.

Artikel 9

De tussenkomst van de werkgever in de vervoerkosten zal betaald worden op voorlegging van de vervoerbewijzen, uitgereikt door de NMBS en/of de andere maatschappijen van gemeenschappelijk openbaar vervoer.

II - PRIVATE VERVOERMIDDELEN

Artikel 10: Algemeen

De betrokken bedienden leggen aan de werkgever een ondertekende verklaring voor waarbij zij bevestigen dat zij geregeld een privaat vervoermiddel gebruiken om zich van hun woonplaats naar de werkplaats te begeven, met vermelding van de juiste afstand tussen de woonplaats en de werkplaats, evenals de aard van het vervoermiddel dat zij gebruiken om zich te verplaatsen tussen de woonplaats en de werkplaats. Het ontbreken van een dergelijke ondertekende verklaring is geen reden om geen tussenkomst in de vervoerskosten te betalen.

Het aantal in aanmerking te nemen kilometers wordt in gemeen overleg vastgesteld op het vlak van de onderneming en vermeld in de voornoemde verklaring.

De werknemers moeten iedere wijziging van deze toestand in de kortst mogelijke tijd op dezelfde wijze mededelen.

De werkgever mag op elk ogenblik nagaan of de verklaring van een werknemer met de werkelijkheid strookt.

De tussenkomst van de werkgever in de door de werknemers gedragen vervoerkosten zal minstens éénmaal per maand worden betaald.

De tussenkomst van de werkgever vindt slechts plaats voor de dagen van aanwezigheid op het werk.

Artikel 11: Privaat vervoermiddel uitgezonderd fiets

- § 1. In de ondernemingen welke geen collectief vervoermiddel ter beschikking van de bedienden stellen, worden, voor de bedienden wier jaarlijkse brutobezoldiging het bedrag, voorzien in § 3 van dit artikel, berekend volgens de bijlage die is opgenomen bij deze collectieve arbeidsovereenkomst niet overschrijdt en die gebruik maken van een privaat vervoermiddel, behalve de fiets, voor zover de kortst af te leggen afstand van hun woning tot de werkplaats in één enkele richting 5 km of meer bedraagt, volgende modaliteiten van tussenkomst van de werkgever in de vervoerkosten bepaald :
- § 2. De tussenkomst van de werkgever is gelijk aan 50 % van de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement, bepaald bij artikel 3 van het Ministerieel besluit van 10 december 1990 houdende wijziging van de prijzen voor het vervoer van reizigers op het net van de NMBS, voor het overeenstemmende aantal kilometers.
- De tussenkomst van de werkgever zal nochtans, voor eenzelfde aantal kilometers, nooit hoger kunnen zijn dan de tussenkomst op basis van het barema, bedoeld in artikel 3 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.
- § 3. Met ingang van 1 januari 2018 wordt het bedrag van de jaarlijkse brutobezoldiging, bedoeld in § 1, op 36.300 euro gebracht.
- § 4. De bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst, bedoeld in artikel 10 § 1. maakt integraal deel van onderhavige overeenkomst uit.

Artikel 12: Fiets

Ingeval de werknemer gebruik maakt van een fiets wordt een fietsvergoeding van 0,10 euro per kilometer toegekend voor de afstand heen en terug van zijn woning tot de werkplaats, onverminderd gunstigere regelingen op ondernemingsvlak.

III - DOOR DE ONDERNEMING MET DE FINANCIËLE DEELNEMING VAN DE BEDIENDEN GEORGANISEERD VERVOER OF DOOR DE ONDERNEMINGEN VOOR EEN GEDEELTE VAN HET TRAJEKT UITSLUITEND OP EIGEN KOSTEN GEORGANISEERD VERVOER

Artikel 13

Ingeval het transport is georganiseerd door de werkgever, met de financiële deelneming van de werknemers, of indien de werkgever een gedeelte van het traject uitsluitend op eigen kosten heeft georganiseerd, dient, wat zijn bijdrage in de kosten van vervoer der werknemers betreft, een oplossing te worden gezocht die is ingegeven door de bepalingen van onderhavige overeenkomst en door de volgende overwegingen:

- voor het door de ondernemingen met financiële deelneming van de bedienden georganiseerd vervoer, wordt de tussenkomst van de ondernemingen berekend met inachtneming van de door de ondernemingen reeds gedragen lasten voor de organisatie van dat vervoer;
- voor het door de ondernemingen voor een gedeelte van het traject uitsluitend op eigen kosten georganiseerd vervoer en ingeval de bedienden eveneens gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen gebruiken, wordt de tussenkomst van de werkgever berekend op basis van de totale met een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel afgelegde afstand met aftrek

nochtans van de kosten welke de onderneming reeds draagt voor het door haar georganiseerd vervoer;

- de financiële tussenkomst van de bedienden mag echter niet hoger zijn dan het bedrag, bepaald als werkgeverstussenkomst bij artikel 3 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst;
- de verworven rechten van de bedienden blijven echter behouden.

IV - TUSSENKOMST VOOR ALLE WERKNEMERS

Artikel 14

Aan alle werknemers, met uitsluiting van diegenen die over een bedrijfswagen en tankkaart beschikken, wordt daarenboven een vergoeding van 0,2479 euro per werkelijk gepresteerde arbeidsdag betaald, ongeacht de wijze van verplaatsing van en naar het werk.

BIJLAGE BIJ DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST BETREFFENDE DE
VERVOERSKOSTEN VAN DE BEDIENDEN

De raming van de jaarlijkse brutobezoldiging zoals bepaald in artikel 11 moet omvatten:

1° de vaste elementen : de maandelijks brutowedde, inbegrepen de eventuele bijkomende wedden, zoals onder meer de vergoeding voor de kennis en het gebruik van beide landstalen, hierbij rekening gehouden met het beweeglijk gedeelte toegekend in functie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Het jaarlijks brutobedrag wordt bekomen door de vaste elementen, die betrekking hebben op de eerste maand waarvoor de financiële bijdrage van de werkgever in de prijs van het vervoer van de werknemers wordt gevraagd, te vermenigvuldigen met 12, zelfs indien de bediende geen 12 maanden werkt.

2° de veranderlijke elementen :

a. per maand: commissieloon, premies, overuren, enz.

Hier gelden de bruto-cijfers voor de laatste 12 maanden. Indien de bedienden geen 12 maanden heeft gewerkt wordt het in aanmerking te nemen bedrag bekomen door het maandgemiddelde voor de effectief gewerkte maanden, te vermenigvuldigen met 12.

b. per jaar: commissieloon, premies, 13e maand en andere toelagen die sommige werkgevers eens of meermaals per jaar aan hun personeel toekennen, ingevolge overeenkomst of gebruik.

De bruto-bedragen toegekend gedurende de laatste 12 maanden moeten bij de jaarlijkse bruto-bedragen, waarvan sprake onder 1° en 2° a), worden gevoegd.

De raming van de jaarlijkse bruto-bezoldiging moet niet omvatten:

- 1° de toelagen van sociale aard, zoals: haard- en standplaatstoelage, kindergeld, vakantiegeld;
- 2° de bedragen toegekend als vergoeding voor bepaalde kosten (reiskosten, representatiegelden, enz.);
- 3° pensioenen van allerlei aard.